
Djihadisme dans la région Belfort – Montbéliard – Fiches S

Le communautarisme et le repli identitaire représentent une vraie menace pour les services de renseignement. Les fiches S refont donc surface à la lumière de ce qui s'est produit à Saint-Etienne-du-Rouvray mardi matin. Et c'est manifestement dans le Nord Franche-Comté que l'on en dénombre la proportion la plus importante. Entre Belfort et Montbéliard, ce chiffre serait de 24 environ. Ici, pas question d'extrémistes de droite ou de gauche. Les seules personnes ciblées comme menace pour la sûreté de l'État le sont pour islamisme radical.

«On a clairement des profils de gens capables de passer à l'acte», reconnaît un membre des services. Lequel s'inquiète, en fait, bien plus des autres. De tous ceux, et ils sont un certain nombre, à glisser sur la pente de la radicalisation. Or, dans le pays de Montbéliard, contrairement à d'autres secteurs, le phénomène n'est pas cantonné à certains quartiers. Certes parmi les treize mosquées que dénombre l'agglomération (117'000 habitants), quelques-unes sont estampillées salafistes, du nom d'un courant rigoriste de l'islam en forte expansion en France, et notamment parmi les populations marginalisées sur le plan social et économique. Ainsi, ce fief ouvrier durement touché par la crise, à forte population immigrée, où le taux de chômage flirte autour des 14%, demeure, en ce sens, un terreau fertile à l'embrigadement. Reste que la menace, aux yeux des agents du renseignement, tient plus à la flambée du communautarisme. Dont l'aspect le plus visible s'avère le nombre exponentiel de femmes et jeunes filles voilées. Dont une part toujours plus grande de converties.

«Des mecs dangereux, il y en aura de plus en plus, par effet de mimétisme»

«Des radicalisés, on en voit beaucoup, et c'est essentiellement vrai pour les hommes, qui sont passés par la délinquance, la consommation de drogue ou d'alcool. En rupture avec la société, fragilisés, ils ont une soif de revanche», analyse une source policière, «ils s'identifient à l'islam justement parce que l'islam est stigmatisé». Un autre : «Ficher des gens permet de les repérer en cas de contrôles, mais il est impossible de les suivre tous.»

Ici, peut-être plus qu'ailleurs compte tenu de la sociologie, les écarts se creusent. «Des mecs dangereux, il y en aura de plus en plus, par effet de mimétisme», pronostique un agent. Lequel observe l'omerta qui règne désormais dans les lieux de culte musulmans. «Auparavant, en cas de dérives, dans les propos notamment, on avait des remontées, plus maintenant. Tous ont peur des conséquences.»

Des propos qui viennent confirmer l'intérêt du renseignement humain de proximité, largement mis à mal par la réforme de 2008 laquelle conduisit au démantèlement de la Direction centrale des renseignements généraux. Reste qu'aujourd'hui, la gestion de l'anti-terrorisme relève de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). «Nous, explique un fonctionnaire du Nord Franche-Comté, «on leur fait remonter les signalements, en démontrant notamment que tel ou tel individu est dangereux. C'est eux qui prennent ensuite le relais.» Si un classement S intervient, l'information revient auprès du service du renseignement territorial émetteur, les ex-RG, qui a repris son rôle de vigie, notamment en matière de repli identitaire. Phénomène qui, maintenant que sont enterrés les remous sociaux du printemps, mobilise toute leur attention. «Une priorité chasse l'autre, résume une source policière, mais on sent clairement la pression monter.»

Sébastien Michaux, *L'Est Républicain*, 28 juillet 2016

